le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

19 Janvier - 1^{er} Février 1970

LE NUMERO :

8^{me} ANNEE — N° 73

0,50 F - 5 F. B.

Les "mouches du coche" de l'opportunisme

Tout comme le P. C. français, qui a des ennuis avec ses « libéraux » de service, le P. C. italien a eu maille à partir avec les siens. Mais avec une décision qui ne surprendra que ceux qui ont cru en lui comme champion du pluripartisme et de la déstalinisation, ce dernier s'est purement et simplement débarrassé des inspireurs de la revue "Il manifesto" qui, à l'instar de nos Aragon et Garaudy nationaux, veulent rajeunir la vieille boutique stalinienne, condamner la politique russe en Tchécoslovaquie, découvrir des « voies du socialisme » encore plus « nouvelles », encore plus spécifiquement nationales.

Il se peut bien que la polémique avec le "Manifesto" soit, pour les dirigeants du P. C. italien, une affaire « sérieuse ». Pour les spécialistes de la presse politique à scandales, c'est en tout cas une affaire-tout-court. Ils ne tarissent pas de commentaires sur l'incident et évoquent avec complaisance le spectre des « purges » stalinienne. Ils n'hésitent pas, avec une opinion outre-cydaute de leur « compétence » en la matière, à récrire l'histoire de la III^e Internationale et à mettre sur le même pied l'affaire du "Manifesto" et les grandes luttes politiques qui, sur le plan des principes comme sur celui de la tactique, divisaient cette même Internationale dans les années cruciales de 1926-1927.

Pour le prolétariat international qui, cinquante ans après ces luttes (qui furent décisives pour l'avenir du communisme international) est enfin appelé à comprendre — au moins intuitivement — dans quel sens l'histoire les a tranchés, les misérables polémiques entre le P.C. italien et ceux qu'il a exclus ne peuvent être, tout au plus, qu'un épisode du stade ultime de décomposition de l'opportunisme ex-stalinien.

Qu'est-ce qui distingue en effet les conceptions du "Manifesto" de la plateforme politique du P. C. italien ? Serait-ce l'abandon de ce qu'on appelait au début du siècle le « ministérialisme », c'est-à-dire la participation de ministres ouvriers à un gouvernement bourgeois, que les socialistes français eurent le triste privilège de réaliser les premiers dans toute la Seconde Internationale ? Les gens du "Manifesto" auraient-ils décidé de rompre avec ce précédent historique dont les Togliatti et Thorez, à l'époque de la « Reconstruction patriotique » furent les méprisables continuateurs ? Aucunement. Ils aspirent eux aussi à aller au gouvernement, mais « de la bonne façon et au moment qui

convient ». Ils veulent « parvenir en peu de temps à réaliser un autre type de gouvernement, un alignement politique différent, de nouvelles orientations anticapitalistes ». Si vous leur demandez en quoi peut bien consister cet « alignement politique différent », ils vous répondront qu'il s'agit « d'une réorganisation de la gauche, ouverte non seulement (écoutez bien !) aux formations politiques existantes, mais aux nouveaux interlocuteurs politiques et sociaux qui apparaissent aujourd'hui ». Ils préconisent une « voie d'approche d'une nouvelle formation révolutionnaire unitaire au centre d'un système articulé de mouvements autonomes (étudiants et syndicalistes) ». Ils s'affirment partisans « d'institutions de démocratie directe... seule perspective qui offre une possibilité réelle de récupération des meilleurs courants démocrates-chrétiens et socialistes » ! On voit tout de suite que cette « démocratie directe » est un fourre-tout ouvert aux idéologies les plus opposées, aux couches sociales les plus hétéroclites et aux écoles politiques les plus éculées !

Même exclus du P. C. italien, les gens du "Manifesto" rêvent encore d'un « nouveau bloc historique » (historique on ne sait trop pourquoi !), « fondé principalement sur la formation de nouveaux organismes de pouvoir à la base, non pas pour liquider les forces politiques existantes mais pour entrer en rapport dialectique avec elles et afin d'en déplacer l'équilibre et la nature ». La « dialectique » n'est là que pour en mettre plein la vue aux pauvres types. Traduit en clair ce jargon signifie tout simplement que la classe ouvrière peut fort bien, sans abattre au préalable l'Etat bourgeois, conquérir, à l'intérieur de la société capitaliste, de multiples mini-pouvoirs, réaliser diverses « anticipations », « projets » et autres « modèles-réduits » de socialisme.

(On croirait entendre les critiques rétro-actives de nos « gauchistes » nationaux sur la « révolution manquée » de mai-juin 1968 !) Mais les gens du "Manifesto" ont, en Italie, une tradition à laquelle ils peuvent implicitement se référer, fut-ce sous forme de caricature : celle de "L'Ordine Nuovo" et de Gramsci que la III^e Internationale en voie de dégénérescence soutint contre nos camarades placés alors à la tête du P. C. d'Italie. Selon ce concept — revu et mis à jour — il suffirait en somme d'un peu de « contestation » — à la française ! — pour aboutir, disent ceux du "Manifesto", à une « transformation radicale du pouvoir ».

Ce nouveau « projet » de « voie nationale au socialisme » n'est rien d'autre, comme l'affirment d'ailleurs ses auteurs, qu'une voie de « transition au socialisme » et qui serait réalisable grâce, par exemple, à « l'organisation d'un pouvoir économique public capable de contrôler la structure toute-entière des investissements » en s'appuyant sur « une structure de pouvoir diverse à tous les niveaux » et sur « des sujets sociaux exprimant des besoins nouveaux et de nouvelles capacités de gestion ». Il n'est même pas nécessaire de souligner que ce langage, si l'on passe les Alpes, est exactement celui d'un Garaudy. Mais qu'est-ce que ce programme sinon un réformiste « réactivé » et, comme tel, susceptible de « recueillir l'appui de milliers d'étudiants, d'ouvriers, d'intellectuels » ? (Remarquez la délicate gradation des catégories sociales : l'ouvrier s'y trouve coincé entre les étudiants et les intellectuels comme un malheureux délinquant, les menottes aux mains, entre deux gendarmes !) Ce programme de banale réforme des structures s'efforce de jeter de la poudre aux yeux en s'intitulant pompeusement « itinéraire stratégique original » et en parlant d'un « tournant radical » et d'un « système différent ». (Dans ces belles formules, il y a toujours du « différent », du « nouveau » sans qu'on sache jamais en quoi cela consiste).

La découverte fondamentale du marxisme c'est au contraire la thèse selon laquelle la « transition au socialisme » n'est possible qu'après la prise du pouvoir central par le prolétariat et la destruction révolutionnaire de l'Etat capitaliste ; elle ne saurait constituer, comme pour ces staliniens repentis, une escalade d'un « centre de pouvoir » à un autre, une conquête de la direction de la société qui procéderait du bas vers le haut, de la périphérie vers le centre. Parler de « transition au socialisme » avant la prise du pouvoir équivaut à dire : réformisme !

Ces exclus qui se vantent de leurs longues années de présence dans le parti qui fut successivement stalinien, déstalinisé, « tourné vers l'avenir », ont-ils cherché, même de loin, à refaire en sens inverse le tragique chemin de la contre-révolution ? Allons donc ! Pour eux le camp prétendument « socialiste » l'est réellement ; la Chine et sa « révolution culturelle » constituent un bain rajeunissant dans l'eau miraculeuse d'un socialisme enfin retrouvé ; le "Manifesto" peut fort bien offrir l'hospitalité de ses colonnes aux thèses du XIV^e Congrès clandestin du P. C. tchécoslovaque

(Suite page 4)

Les communistes n'ont rien à cacher

A la suite de la condamnation du responsable du journal du Parti "Il programma comunista", nos camarades d'Italie ont publié le texte traduit ci-dessous, dont il est à peine nécessaire de dire que nous partageons l'esprit comme la lettre :

La condamnation d'un de nos camarades à six mois de prison avec sursis pour « instigation à la haine entre les classes » ne nous arrache aucune protestation contre la liberté violée, les règles constitutionnelles bafouées, l'exhumation d'articles du code pénal fasciste. Qui a la force a le droit : c'est une thèse aussi vieille que le marxisme ; le fascisme, vaincu sur le terrain militaire, a triomphé sur le terrain politique : c'est une thèse aussi vieille que notre parti.

Notre « défense », dans des cas semblables, ne peut être que la réaffirmation de notre doctrine, publiquement proclamée, jamais dissimulée, jamais pliée aux commodités personnelles ou collectives.

Les faits économiques constituent la cause première des facteurs historiques et sociaux. C'est en fonction de ces faits — et non de la volonté, des intentions ou de la « méchanceté » des individus ou des groupes — que la société est divisée en classes aux intérêts opposés et qui luttent les unes contre les autres : la nature et le déroulement des luttes de classe déterminent et expliquent les faits politiques. Ce n'est pas nous (comme le disait Marx en 1952 dans sa fameuse lettre à Weydemeyer) qui avons découvert ce point de départ élémentaire : les bourgeois eux-mêmes le reconnaissent (ils le faisaient ouvertement au siècle dernier, ils le font à contre-cœur aujourd'hui) ; la plus insipide revue social-démocratique ou, s'il est permis de le dire, la plus Saragattienne (1), le dit et le redit. Que la lutte entre les classes engendre des sentiments comme la haine de l'adversaire ou l'amour (la solidarité) pour le compagnon d'armes, c'est aussi inévitable que la lutte elle-même : ils naissent des réalités de cette société au sein de laquelle prolétaires et bourgeois vivent et se combattent, et pour les expliquer il n'est pas davantage nécessaire d'invoquer les « instigateurs » qu'il n'était nécessaire de persécuter les « empoisonneurs » pour vaincre la peste médiévale. (Soit dit entre parenthèses, les coryphées de la bourgeoisie trouvent parfaitement légitime, et hautement moral, de cultiver ces mêmes sentiments dans l'armée lorsqu'éclatent les guerres entre Etats).

Aux grands tournants de l'histoire (ici les bourgeois, comme les sociaux-démocrates, ne nous suivent plus, et cela aussi est un fait objectif), la lutte de classe prend les formes et les caractères de la révolution, de la lutte pour la conquête du pouvoir, pour l'exercice totalitaire et dictatorial du pouvoir par la classe victorieuse. Qu'il en soit ainsi nécessairement, c'est l'histoire, avant même Marx, qui nous l'enseigne et tout spécialement l'histoire de la société bourgeoise moderne qui est née, avec toutes ses formes parlementaires et démocratiques, avec toutes ses institutions politiques, avec tous ses codes, du heurt violent entre l'armée des têtes rondes et l'armée des cavaliers dans la « patrie du constitutionnalisme », l'Angleterre, entre sans-culottes et aristocrates dans la patrie des « immortels principes », la

(1) Saragatt, président de la République italienne, est... socialiste.

(Suite page 4)

REPRESSION

Quelques échos discrets de la grande presse sont venus rappeler que les deux Lyonnais inculpés dans la mort d'un commissaire de police en mai 1968 sont en prison depuis 18 mois et attendent toujours leur procès. De même source on a appris tout récemment l'arrestation, dans des conditions scandaleuses, d'un responsable de la "Voix prolétarienne", organe d'extrême-gauche de la région lyonnaise. Divers incidents de moindre importance sont venus par ailleurs témoigner de l'intensification de la répression contre les militants ouvriers.

Le capitalisme français n'en est pas, quantitativement, au stade la répression inouïe qui sévit aux Etats-Unis où l'administration de la "grande démocratie" américaine, avec des forces de plus en plus occultes, en est arrivée littéralement à l'extermination physique des révolutionnaires de toutes les couleurs de peau. Quoiqu'artisanal en Europe, le style yankee de répression ne s'y répand pas moins rapidement, comme le montrent les opérations de police entreprises en Italie contre les "anarchistes" après l'attentat à la bombe de Milan et les condamnations fermes de militants à Gènes sous prétexte de « détention de matériel illégal ».

Nous ne sommes pas de ceux qui se lamentent sur la violence de l'adversaire de classe et nous ne cherchons pas à y échapper en invoquant les principes mensongers de « justice » et de « démocratie » dont nous nous attachons à démasquer au contraire le contenu impitoyable de dictature du capital. Mais nous dénonçons la carence des seules organisations dont les ouvriers sont en droit d'attendre qu'elles luttent contre la répression capitaliste : les syndicats. Nous stigmatisons la collusion de fait de la direction de la C.G.T. qui, en juin 1968, tint contre les ouvriers en lutte dans les derniers bastions de la grève, exactement le même langage que celui du pouvoir du grand capital et porte ainsi en grande partie la responsabilité de la répression effrénée qui s'est produite depuis.

Tous les ouvriers doivent exiger de leur organisation de défense immédiate qu'elle rompe son silence complice sur cette répression. La classe ouvrière ne se laissera pas abattre par les coups portés à ses militants d'avant-garde et elle imposera à ses représentants syndicaux d'accomplir leur fonction élémentaire qui est l'organisation de la solidarité et la riposte à toutes les répressions frappant des militants ouvriers.

Les silences de "l'Humanité"

Dans "l'Humanité" de ces dernières semaines, le bilan des luttes sociales a cédé la place à des articles de « réflexion ». Ainsi, le 5 décembre, tandis que la grève des 250 « machine-outils » de Sud-Aviation (qui en est alors à son quinzième jour) n'a encore eu droit à aucun écho, "l'Humanité" publie à grand tapage les propositions du P.C.F. pour « la sauvegarde et l'essor durable de l'industrie aéronautique française ». Ainsi, les 8 et 9 décembre, la grève de Peugeot est enterrée par deux articles « de fond », le jour même où les dirigeants de la C.G.T. parviennent à saborder le mouvement courageux des 160 « pistoleurs » de Sochaux ; l'accord dérisoire qui a été signé faisant, lui, l'objet d'une brève note élogieuse.

Les grèves prolongées n'intéressent l'opportunisme que s'il peut les brandir comme preuves du « mécontentement populaire et de la mauvaise gestion du pouvoir des monopoles », mais lorsqu'elles deviennent des preuves de la carence syndicale, il ne lui reste plus qu'à les ignorer. Surtout quand les accords peu glorieux et les trahisons de dernière heure des dirigeants syndicaux ne peuvent que difficilement — malgré les fanfaronnades de ces derniers — être « arrangés » pour les lecteurs de "l'Humanité".

L'absence d'échos donnés aux luttes ouvrières contribue à user et isoler les mouvements que l'opportunisme syndical use et isole sur le terrain, mais elle contribue aussi à détacher un peu plus la classe ouvrière de sa direction actuelle. Le P.C.F. et la C.G.T. contiennent de plus en plus difficilement les velléités de combat des ouvriers, et lorsque leurs chiens de garde et autres bonzes ne sont pas parvenus à freiner le mouvement, ils feignent de ne pas voir celui-ci. Mais l'attaché opportuniste aura beau s'enfoncer la tête dans le sable des articles de « réflexion », elle n'empêchera pas les ouvriers de découvrir son véritable visage. Ce n'est pas dans les colonnes d'un journal que se décide le sort de la classe ouvrière, mais dans les luttes quotidiennes, à l'usine ; et c'est là que l'opportunisme sera battu, obligé qu'il est de trahir chaque jour un peu plus, sur tous les fronts.

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU " PROLÉTAIRE "
 Organe du Parti Communiste International

N° 7 — 19 Janvier - 15 Février 1970

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

Contre les "contrats de progrès" et les référendums hypocrites, luttons pour des résultats immédiats et non pour de nouvelles négociations

Quels que soient les résultats du référendum organisé par la C.G.T. au sujet de la « convention sociale » de l'E. D. F. — et qui ne seront pas connus au moment où nous mettrons sous presse — on peut déduire que, de toute façon, électriciens et gaziers en sortiront battus. Il aura suffi, pour être fixé à ce propos, de lire " L'Humanité " de ces dernières semaines : elle révèle, d'une façon d'autant plus éloquent qu'involontaire, les résultats, une nouvelle fois désastreux, de la stratégie du syndicalisme de négociation et l'hypocrisie que dissimule la prétendue « intransigeance » des dirigeants de la C.G.T. à l'égard du contrat qu'à la différence de F.O. et de la C.F.D.T. ils n'ont pas signé.

Le journal du P. C. F. se lamente : le gouvernement n'a pas tenu ses engagements de Grenelle ; ni en matière de révision de la grille des salaires, ni en ce qui concerne la rémunération de base « en fonction des conditions économiques et sociales », pas davantage pour ce qui a trait au « retour à la semaine de 40 heures ». « Dans l'esprit des négociateurs — écrit encore " L'Humanité " — il s'agissait d'un calendrier à brève échéance ». Dans l'esprit de quels négociateurs ? Du côté bourgeois, il était bien clair, à Grenelle, qu'il s'agissait au plus tôt de mettre fin à la grève générale et, en matière de revendication « en suspens » à gagner du temps. Du côté des représentants ouvriers, faut-il — au risque de les prendre pour de sinistres sots — imaginer qu'ils ont réellement cru ce que leur promettaient leurs interlocuteurs ? La logique la plus vraisemblable les sauve du soupçon d'imbécillité : eux aussi, en raison de leurs préoccupations politiques et de leur stratégie sociale, étaient pressés d'imposer aux ouvriers le retour à l'ordre et la remise en marche de la production.

Au demeurant qui se « trompe » une fois ne peut recidiver sans trahir : c'est un nombre incalculable de fois que les dirigeants syndicaux opportunistes se sont plaints des représentants du capitalisme qui « ne tenaient pas leurs engagements », mais ils n'avaient cessé qu'ils n'aient réussi à leur

en faire contracter de nouveaux. Ainsi en est-il de la « convention » de l'E.D.F. qu'ils ne dénoncent que pour discuter au plus vite d'une autre : « La consultation (du personnel) c'est la perspective de reprendre positivement la discussion » dit " L'Humanité " du 24 décembre 1969.

Les électriciens et gaziers sont bien placés maintenant pour savoir à quoi servent les négociations avec le patronat et les contrats qui les concluent : à garantir la classe capitaliste contre le déclenchement des grèves qu'elle sait devoir irrévocablement éclater comme conséquence directe de sa politique « d'austérité ». Du côté patronal, la garantie obtenue aux termes de tels contrats est solide et l'engagement des représentants syndicaux réel : même si certains d'entre eux se récusent au dernier moment, le seul fait d'avoir admis le principe de la négociation prouve qu'ils ont freiné la lutte ouvrière, qu'ils lui ont donné un coup d'arrêt. Accepter la négociation c'est accepter une « clause » invisible mais extrêmement efficace selon laquelle les deux parties qui négocient admettent de se plier à une exigence commune, à une raison supérieure à tous les conflits sociaux. Les motifs invoqués pour suspendre la grève de l'E.D.F. en décembre en sont l'illustration criante : en arrêtant le mouvement les dirigeants syndicaux ont fait passer l'intérêt du public avant les intérêts qu'ils ont à charge

de défendre. (Soit dit en passant une telle grève n'en était même pas une puisque — comme nous l'apprend " L'Humanité " du 5 décembre 1969 — elle n'en assurait pas moins la production d'électricité aux deux tiers de son importance normale !)

Quand F.O. et C.F.D.T., toute honte bue, signent une convention qui impose avant toute

(Suite page 3)

VIVE LA LUTTE UNITAIRE DU PROLETARIAT !

La fermeture de l'atelier de fonderie fait peser sur les ouvriers de l'usine Solex à Nanterre la menace de déclassement ou de licenciement comme les concentrations dans l'aéronautique, les fermetures des mines ou des hauts fourneaux les moins rentables et toutes les compressions de personnel dans la plupart des secteurs réduisent au déclassement ou au chômage des ouvriers de plus en plus nombreux. Abaisser toujours plus les coûts de production en diminuant les frais de personnel et en augmentant les cadences et le temps de travail : voilà la loi du Capital.

Un seul obstacle à cette exploitation féroce : la lutte unitaire du prolétariat. Unitaire, parce que l'arme principale du capital est la concurrence qu'il crée entre les différentes catégories d'ouvriers contraints, lorsqu'ils sont divisés, à accepter les conditions patronales pour trouver ou conserver un travail. Cette concurrence apparaît aujourd'hui chez Solex plus clairement que jamais puisque la Direction n'hésite pas à généraliser l'emploi d'intérimaires qui lui coûtent plus cher à seule fin de mieux faire peser cette menace de licenciement.

Les bonzes de la C.G.T. sont incapables de faire quoi que ce soit de sérieux, empêtrés qu'ils sont dans la signature des accords d'intérêt par usine après que le P. C. F. ait rejeté avec un souverain mépris sur le plan national le principe de cette « ridicule idée d'association Capital-Travail ».

Quant aux étudiants de la Faculté voisine ils poussent à la lutte mais, comme d'habitude, dans n'importe quel sens.

Ouvriers de Solex, votre lutte n'est qu'un aspect de l'affrontement général du prolétariat au Capital. Votre force, c'est votre union par-dessus les barrières d'entreprise et les frontières nationales sur des positions de classe. Il faut se battre dans la C.G.T. - F.S.M. et mettre à la porte les bonzes du P.C.F. C'est eux qui vous ont affaiblis et divisés en collaborant avec la bourgeoisie. C'est contre eux que vous retrouverez votre force de classe.

La réforme des Statuts de la C. G. T.

I - Des "conceptions dépassées" ?

La C. G. T. a profondément révisé ses statuts. Combien d'ouvriers, parmi les deux millions et demi d'adhérents qu'elle compte, s'y seront-ils seulement intéressés ? On imagine facilement qu'au soir d'une pénible journée de travail, ils n'ont guère le cœur à s'user les yeux par une lecture aussi fastidieuse que rébarbative. Qui ignorait déjà les anciens statuts ne saurait se passionner pour les nouveaux. Aussi voulons-nous ici, à l'intention du syndiqué du rang, expliquer ce que ces modifications signifient : s'il se persuadait qu'il s'agit là, non pas d'un domaine tabou et réservé aux seuls « délégués », mais de questions qui déterminent la façon même dont les luttes ouvrières peuvent être conduites, ce serait déjà un résultat appréciable.

Dans " Le Peuple " (n° 831 du 25 octobre 1969), André Bertheloot, secrétaire confédéral, justifie la modification des statuts de la C. G. T. en disant qu'elle constitue « une réforme réelle qui, sans apporter de profonds bouleversements dans la pratique quotidienne de l'action syndicale, élimine néanmoins toute une série de conceptions anciennes dépassées et se tourne résolument vers l'avenir. » Par ailleurs, ajoute-t-il, « elle préserve les racines unitaires des statuts actuels : le nouveau projet conserve, absolument intact, à la virgule près, le préambule des anciens statuts, assorti de la référence aux deux délégations C. G. T. - C.G.T.U. qui, en 1936, au Congrès de Toulouse, ont établi la Charte d'unité. » Des autres commentaires, qui concernent les structures et le fonctionnement de la Confédération, nous parlerons en temps utile. Nous nous limiterons ici à ces deux premières phrases qui n'évoquent l'histoire de la C.G.T. que pour marquer nettement le sens dans lequel ses dirigeants actuels entendent la poursuivre.

La réforme des statuts, dit Bertheloot, « se tourne résolument vers l'avenir » : ces quelques mots expriment intégralement l'esprit dans lequel ont été conçues les modifications. L'avenir, si on n'indique pas explicitement qu'il doit être bouleversé par une transformation révolutionnaire de la société actuelle, ne peut être que le prolongement, la continuation du présent, c'est-à-dire du productivisme forcené et de l'exploitation à outrance de la force de travail. Se tourner vers cet avenir-là c'est en accepter les exigences et prétendre y adapter les besoins et les conditions de vie et de travail des salariés. C'est, au fond, tenir le

révolutionnaire et de valable pour le mouvement ouvrier actuel ; avec cette idée sous-entendue et persistante : la révolution, hier concevable, n'est plus, aujourd'hui, nécessaire.

La preuve ? La voici tout de suite : deux principes « coexistaient » dans les anciens statuts de la C. G. T. ; l'un était révolutionnaire : « l'abolition du salariat et du patronat » du fameux article 1^{er} ; l'autre était réformiste et figurait dans le « préambule » de 1936 sous la forme de « la défense des libertés publiques et des réformes, en vigueur ou à conquérir. » Le principe révolutionnaire a disparu ; le principe réformiste a subsisté. Nous examinerons la prochaine fois par quoi on a remplacé la glorieuse formule de l'ancien article 1^{er} ainsi que la signification précise des « racines unitaires » de 1936. Bornons-nous pour l'instant à dire en quoi consistent les « conceptions dépassées » auxquelles Bertheloot fait allusion : il serait bon tout de même que les syndiqués de la C. G. T. le sachent, au moment où leurs chefs biffent d'un trait de plume ce qui, en définitive, constitue la principale raison qui les a fait adhérer à cette organisation plutôt qu'à F. O. ou à la C. F. D. T. : sa tradition !

Dans cette tradition, il y a comme de juste de bonnes et de mauvaises choses. La faiblesse des fondateurs de la C.G.T. c'était leur absence de notions précises sur les conditions politiques de la révolution prolétarienne. Ils confondaient le rôle du syndicat et celui du parti ; ils assignaient à des « minorités agissantes » une tâche qui tenait des fonctions de l'un et de l'autre, mais sans avoir ni la force de masse nécessaire au premier, ni le programme politique indispensable au second. En un mot c'était des révolutionnaires, non des marxistes. Mais placés en face de « marxistes » qui cessaient toujours davantage d'être

(Suite page 3)

Des jeunes qui vont comprendre...

Chez Alsthom (Tarbes), les ouvriers sont en grève depuis trois semaines ; 8 de leurs délégués, qui occupent les locaux, sont menacés d'une action judiciaire. Les manifestations se succèdent ; la solidarité, dans tout le département, est effective. Mais la direction d'Alsthom n'accepte de reprendre les négociations — comme le lui demandent les syndicats — qu'après l'évacuation de l'usine. Le 4 décembre, le Comité de grève, le Comité d'Entreprise et les responsables syndicaux décident en conséquence la reprise du travail ; mais les 8 délégués restent à la porte, pratiquement « suspendus ». « Cette reprise du travail, ont précisé les syndicats, n'implique pas l'abandon des revendications ». Le même jour à Tarbes, « de jeunes ouvriers — explique toujours " L'Humanité " du 5 décembre — qui voulaient à tout prix poursuivre la grève alors que celle-ci en était à son 21^e jour », se sont adressés au secrétaire général du syndicat C.G.T. : « Nous comprenons maintenant votre proposition de modifier la forme de lutte... nous poursuivons l'action jusqu'à ce que nos délégués rentrent à l'usine ».

Lors d'une réunion du Comité d'établissement, ce dernier refuse tout assentiment au licenciement prévu pour les 8 délégués. " L'Humanité " du 9 décembre écrit : « Il reste maintenant au Directeur de la Main-d'Œuvre qui a, en sa possession, le procès-verbal de la réunion, de se prononcer en toute connaissance de cause ». Ce fonctionnaire, qui aurait promis de s'opposer lui aussi à tout licenciement, déclare le 12 décembre qu'il est contraint d'en accepter quatre. Quatre ouvriers sont effectivement réintégrés — notamment le secrétaire du syndicat — les quatre autres pas.

« Aucun fait — écrit " L'Humanité " du 15 décembre — ne peut être reproché aux quatre militants dont le licenciement est accepté, les déclarations reposent en effet sur des inexactitudes flagrantes. Aussi l'exigence du personnel demeure : la levée de toutes les sanctions. La réintégration des 4 délégués constitue un premier succès important ».

Après ce chef-d'œuvre de solidarité, le rideau tombe sur la lutte des salariés de Alsthom. Les « jeunes ouvriers » qui, au début, ne saisissaient pas très bien la « modification de la forme de la lutte » imposée par la Direction syndicale auront cette fois compris...

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Les Samedis 10 et 24 janvier, de 15 h. à 19 h. 30, Salles Lancry, 10, rue de Lancry (X^e)
- A MARSEILLE : Les Samedis 10 et 24 janvier, de 15 h. à 19 h. 30, au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves.

Le pilier de la société capitaliste sera la réduction au minimum du temps de travail social indispensable pour satisfaire les exigences matérielles de la vie et de sa reproduction, et l'obtention pour toute l'espèce du maximum de temps libre pour l'exercice de toutes les activités « non nécessaires », pour la pleine réalisation de son « humanité ».

Au contraire, la société capitaliste montre son caractère inhumain et antisocial, précisément dans le fait que son développement va dans le sens opposé à ce but gigantesque, à cette aspiration grandiose. Dans les années de brûlante lutte de classe, la bourgeoisie a dû peu à peu concéder la diminution de la journée de travail à 8 heures : ce qui semblait et était effectivement un très grande conquête est désormais vieux de 50 ans, mais pendant ce demi-siècle — malgré les progrès tant vantés de la technique productive — les ouvriers ont tout juste réussi à grignoter quelques quarts d'heure pour la semaine légale, malgré le bref épisode des 40 heures ; et tout le monde sait qu'avec les heures supplémentaires et tout le reste, le temps de travail effectif dépasse de beaucoup ce fameux « minimum légal ».

Non seulement l'ouvrier est contraint normalement, pour arrondir de maigres ressources, à faire des heures supplémentaires, mais sur le temps qu'il devrait consacrer au repos au sens le plus large (ce qui ne signifie pas seulement dormir, mais aussi et surtout « penser à lui-même », à ses problèmes et aux problèmes de sa classe, et lutter pour les résoudre), la part prise par les transports est toujours plus grande, ainsi que celle que lui volent les exigences de la « formation professionnelle » et la « qualification ». Bien appuyé par les directions syndicales opportunistes-

La question centrale : la réduction de la durée et de l'intensité du travail

Les communistes internationalistes posent comme revendication de base la réduction radicale de la durée et de l'intensité de la journée de travail.

C'est là la question centrale, aujourd'hui plus que jamais. D'abord, parce que cette revendication a un caractère permanent, car elle se relie directement au but suprême du socialisme, contrairement à toutes les autres revendications immédiates, qui ont un contenu transitoire (il est indispensable que les ouvriers luttent pour l'augmentation du salaire, mais la société communiste ne connaîtra pas de salaire). Ensuite, parce que c'est précisément sur ce terrain que l'exploitation capitaliste s'exerce de la façon la plus impitoyable. Enfin, parce que toutes les autres luttes amènent à lutter sur ce point, avec une rigueur et une nécessité inexorables.

tes, le capitalisme a réussi dans ce demi-siècle à allonger, dans les faits sinon dans les textes, la journée de travail.

Mais cette situation ne se mesure pas seulement en termes de durée de la journée de travail. C'est une vieille histoire, analysée déjà scientifiquement par Marx, que la soif insatiable de surtravail propre au capital, a réagi à la diminution légale de la journée de travail au moyen de ce « développement de la force productive » et de cette « économie des conditions de la production » qui lui permettent — dans le cadre d'une journée de travail théorique ou effectivement raccourcie — d'imposer à l'ouvrier une tension plus grande de sa force de travail, un remplissage plus adéquat des temps morts, par conséquent une extrême condensation du travail (Marx). Le progrès technique tant vanté — qui, dans le socialisme, sera mis au service de l'allègement de la fatigue humaine — est, dans les mains du capital une arme pour l'aggraver : « la machine devient le moyen objectif et systématiquement appliqué pour

extorquer une plus grande quantité de travail dans le même temps » (Marx).

Ceci signifie que, grâce à l'intensification du travail, le capitalisme allonge en réalité la journée de travail qu'il a été parfois contraint de réduire ; si l'on ajoute le temps correspondant aux heures dites supplémentaires, mais qui, comme tous les prolétaires le savent, sont devenues maintenant la norme, et le temps de travail « condensé » au moyen de l'augmentation de sa force productive, nous devons conclure (même en laissant de côté les autres facteurs qui limitent le « repos ») que la journée effective de fatigue a été, dans les 50 dernières années, augmentée d'au moins une moitié.

Et elle a augmenté relativement encore plus ces 20 dernières années. Le travail aux pièces et l'augmentation des cadences, le durcissement des normes, le jumelage des machines, tous ces actes de piraterie perpétrés avec une sauvagerie accrue depuis l'an dernier, toutes les formes de surexploitation de la force de travail, — avec tout ce qu'elles usent d'énergies, non seulement musculaires, mais surtout nerveuses, — sont des réalités auxquelles les directions syndicales n'opposent aucune résistance sérieuse et générale. Plus encore, elles leur

donnent une impulsion supplémentaire, en invoquant les primes de productivité, en liant le salaire au rendement, en se battant pour tout un attirail de primes, en acceptant l'intensification de l'ouvrier à l'entreprise, en apprenant aux ouvriers à identifier leurs propres intérêts de classe avec ceux de la production de l'entreprise et de la nation, de la « civilisation » et de la « patrie ».

Voilà pourquoi toutes les questions sont liées à la question centrale de la réduction de la durée et de l'intensité de la journée de travail. La semaine de travail doit être réduite non d'une demi-heure, mais de tout le temps que le progrès technique rend possible aujourd'hui, c'est-à-dire à 36 heures au moins. Mais elle ne peut être réduite que dans la mesure où la rémunération est telle que l'ouvrier ne se voit pas contraint de faire des heures supplémentaires, à accepter des primes de production, à subir le travail aux pièces. Le mot d'ordre de la réduction massive de la journée de travail implique donc une augmentation massive de la rémunération du travail, qui permette la suppression complète des heures supplémentaires, des primes de production, du travail aux pièces et des innombrables incitations à un rendement accru. Il est inséparable de la lutte

contre les directions syndicales qui subordonnent les intérêts des travailleurs à ceux de la production nationale, de la démocratie, de la légalité.

Il implique la conquête de la direction du congrès par le parti révolutionnaire marxiste, qui lie toutes ses revendications même immédiates à l'objectif de la destruction révolutionnaire de la société bourgeoise et de son Etat.

Les bonzes opportunistes répondent : « les bourgeois ne consentiront jamais à une réduction radicale de la journée de travail, à une augmentation massive des salaires, à l'abolition des heures supplémentaires, du travail aux pièces, des primes, etc. Ou bien, s'ils y sont contraints, ils se rattraperont en intensifiant de mille manières le travail dans les limites de la journée raccourcie ». C'est vrai : mais c'est précisément pourquoi est nécessaire le socialisme, c'est précisément pourquoi est nécessaire la révolution communiste ; c'est précisément pourquoi la lutte pour la réduction EFFECTIVE de la journée de travail est inséparable de la lutte pour la destruction de l'Etat capitaliste et pour l'instauration de la dictature du prolétariat.

Aucune conquête n'est durable dans la société bourgeoise : la seule qui soit, pour les prolétaires, une conquête VÉRITABLE, c'est leur organisation en classe à travers une lutte sans merci, et sans limitation de catégorie, c'est « l'union grandissante des travailleurs » pour la réalisation de ce que les exploités et leurs valets proclament « impossible ».

C'est en luttant pour « l'impossible » que la classe ouvrière a conquis la journée de huit heures, et s'engagea sur le chemin de la révolution d'Octobre : c'est en luttant pour « l'impossible » journée de travail de six heures, sans heures supplémentaires et sans primes, dans la voie du programme marxiste et de son Parti, que la classe ouvrière marchera vers un nouvel Octobre communiste, plus puissant encore.

Un bon contrat...

La classe ouvrière n'aurait pas accepté sans réactions que la C. G. T., son organisation syndicale traditionnelle, s'engage par écrit à ne pas recourir à la grève. Voilà tout le secret du « combat »... référendaire mené à grand fracas par les bonzes de la C.G.T. à l'E.D.F.-G.D.F. Ils tentent ainsi de se refaire une virginité à peu de frais (si l'on ose dire étant donné le coût d'une telle opération), en montrant ostensiblement qu'ils repoussent la collaboration de classes. Pour ramener la chose à ses justes proportions, il suffit de noter qu'il ne s'agit pas pour eux de lutter pour des revendications bien précises, bien définies, mais pour... un meilleur contrat.

Un bon contrat ? Eh bien, c'est celui de Berliet, puisque la C.G.T. vient de le signer (après avoir signé, soit dit en passant, toute une série d'accords de « participation »). Or ce contrat, qui ne comporte effectivement aucune clause restrictive de grève, traite des salaires, de la durée du travail et de la mensualisation des horaires. Il stipule pourtant que « pendant sa durée et sur les sujets traités, le respect des engagements sera la règle commune ». Tous les sujets importants étant traités, cela signifie que les syndicats s'engagent à ne pas déclencher de grève pendant un an.

Qu'est-ce donc qu'un bon contrat pour les bonzes syndicaux ? Un contrat qui élimine la grève pendant un an, MAIS SANS LE DIRE !

La réforme des Statuts de la C. G. T.

(Suite de la page 2)

des révolutionnaires, ils surent, par la création des Bourses du Travail, surmonter les délimitations professionnelles entre ouvriers, combattre le réformisme et le parlementarisme dans lesquels s'enlisaient les partis socialistes, déclencher de formidables grèves pour le 1^{er} Mai, pour les 48 heures et contre la guerre menaçante.

Loin de rejeter en bloc ce mélange d'utopies et de luttes sociales réelles du vieux mouvement syndical français, les communistes de la grande époque surent y voir le fil conducteur capable de relier les luttes à venir à la glorieuse tradition de la Commune de 1871. Ils reprirent à leur compte tout ce que le mouvement syndical français comportait de prolétarien et de révolutionnaire : l'antiréformisme, l'antimilitarisme et, en particulier, cette grève générale dont Lénine faisait le tremplin de masse de la lutte finale du prolétariat.

Toute différente est l'attitude actuelle des dirigeants de la C.G.T. De la vieille tradition, ils éliminent

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP. »
1, 3 et 5, boulevard Schœlcher
M A R S E I L L E (X^{III})

Distribué par les N. M. P. P.

tout ce qui était révolutionnaire et n'en conservent que les préjugés et la confusion : notamment l'apolitisme, dont nous examinerons ultérieurement les mobiles présents, bien moins avouables que ceux qui inspirent l'archaïque « Charte d'Amiens ».

Qu'est-ce que cela peut bien faire que la C. G. T. ne soit plus révolutionnaire, dira peut-être notre brave « syndiqué de la base », puisqu'il n'est pas question pour l'instant de faire la révolution ? Cela importe beaucoup au contraire ; non seulement parce que la lutte révolutionnaire s'imposera forcément un jour ou l'autre, mais parce que, sans programme révolutionnaire, on ne peut ni conduire des luttes quotidiennes efficaces, ni même tenter de conserver au syndicat son rôle de défense des intérêts ouvriers.

Hier c'était le mouvement syndical qui prétendait généreusement se lancer à l'assaut du capitalisme, tandis qu'aujourd'hui c'est le capitalisme qui, par la personne interposée des dirigeants opportunistes, colonise le syndicat, l'intègre à la défense de la production capitaliste, à la sauvegarde de l'ordre et de la prospérité bourgeoise.

Défendre la tradition de lutte de la C.G.T., ce n'est donc pas rêver stérilement sur un passé glorieux mais révolu, c'est combattre pour les conditions nécessaires à la lutte de classe de demain. (à suivre)

Contre les « contrats de progrès »

(Suite de la page 2)

grève un préavis de trois mois, quand la C.G.T. refuse de le faire avec indignation, mais sans rien lui opposer que de nouvelles discussions, ce n'est là que division du travail entre syndicats, qui, chacun à leur façon et selon la nature de leur clientèle, trompent et démolissent les ouvriers. La Fédération C.G.T. de l'E.D.F. déclare : « Nous sommes pour une convention fructueuse ». Or le but fondamental de toute convention entre classes aux intérêts opposés, c'est d'être « fructueuse » pour celle qui exploite, désastreuse pour celle qui est exploitée !

Pourquoi donc cette hypocrisie qui n'a pas le courage de rejeter ouvertement ce que les dirigeants C.G.T. appellent « un nouveau Munich » ? Séguy a dit que gaziers et électriciens « sur la base d'une connaissance concrète de la réalité... pourront collectivement mandater leurs représentants pour donner à cette affaire la suite qu'ils estimeront la plus conforme à leurs intérêts ». Pourquoi cette formule évasive ? Le questionnaire de la C.G.T. se garde bien de poser la vraie question : il n'offre que la reprise des négociations et non la grève ; la grève qui s'imposerait puisque le mouvement précédent n'a été interrompu que dans l'espoir de négociations satisfaisantes et qu'il est évident que le patronat n'accepte de discussions que sous forme de capitulation pure et simple des syndicats. Pourquoi les dirigeants de la C.G.T. ne formulent-ils une vérité que pour en bafouer immédiatement les conséquences les plus logiques ?

J.-L. Moynet, secrétaire général, a déclaré nettement, devant l'U. D. du 8^e arrondissement, que le gouvernement, conscient de l'opposition que rencontrerait une limitation par voie législative du droit de grève, « rêve de la faire accepter par les syndicats eux-mêmes, de

bon gré, dans des accords qu'ils signeraient, se portant ainsi garants de la soumission des travailleurs à l'exploitation ». Mais le voilà formulé tout net le contenu véritable des négociations syndicats-patronat : c'est le couteau sur la gorge de l'organisation ouvrière, c'est le scénario bien machiné, la clause anti-grève toute prête dans les dossiers, et les « syndicats croupillés » convoqués tout exprès pour la signer sans condition et, ainsi, forcer la main à la C. G. T. !

Tout ceci étant bien évident et bien connu, pourquoi donc, encore une fois, les dirigeants de la C.G.T. n'en persistent pas moins, tout en déniant la collaboration de classe de F. O. et de la C. F. D. T., à collaborer eux-mêmes avec leurs représentants ? Pourquoi, au moment

même où ils fulminent contre les « contrats de progrès » mendent-ils le droit de participer à leur élaboration ? Il est temps de donner la réponse claire et catégorique. Ils agissent ainsi parce que la fraction qu'ils constituent à la tête de la C.G.T. aspire à la participation, à la concertation, à la discussion des contrats, à la collaboration avec le capitalisme : elle n'est retenue, sur cette pente glissante, que par la crainte des réactions imprévisibles de ses adhérents de base et par le mécontentement de ses propres militants. En un mot c'est une fraction d'opportunistes : ils prononcent « lutte » au même moment où ils écrivent « compromis ». C'est grâce à eux que le capital réduit la classe ouvrière à l'impuissance, mais cela ne saurait durer indéfiniment.

Les « pistoleurs » de Peugeot

112 ouvriers de cette catégorie sont en grève depuis le 24 novembre. Ils demandent que leur salaire de catégorie leur soit garanti au-delà des dix années maximum durant lesquelles il leur est physiquement possible d'assurer leur tâche pénible et malsaine. Leur grève met 18.000 salariés de Peugeot en « chômage technique », mais les dirigeants opportunistes n'en profitent nullement pour généraliser l'arrêt de travail, seule riposte efficace à l'offensive de la direction de l'entreprise. Ils inclinent plutôt à reprocher aux « pistoleurs » leur « égoïsme », qui, à seule fin d'obtenir des « privilèges supplémentaires », a provoqué ce chômage technique. C'est seulement lorsque les pistoleurs sont contraints de reprendre le travail — sans avoir eu gain de cause sur leur revendication essentielle — qu'ils daignent parler de « leur juste cause » (« l'Humanité » des 8 et 9 décembre 1969).

La carence syndicale ne se limite pas là ; elle met l'affaire à profit pour démolir les ouvriers en agitant en termes hypocrites l'épouvantail de la répression patronale. La direction — dit en substance « l'Humanité » du 9 décembre, « attendait que le mouvement devienne minoritaire et impopulaire comme l'a été (à cause des méthodes gauchistes employées) l'action de mars dernier à la carrosserie, action qui s'est achevée par une défaite et un licenciement ». Or, le seul moyen d'éviter de telles manœuvres patronales, c'est précisément la lutte généralisée que les dirigeants syndicaux refusent, non par prudence ou « sagesse », mais parce que, par principe, ils n'en veulent pas !

Chez Peugeot, ils préfèrent réclamer cette « nationalisation démocratique », dont les salariés de l'E.D.F. sont en mesure, en ce moment, d'apprécier quelle « victoire ouvrière » elle représente.

Les promesses du VI^e Plan

A la veille de 1970, les responsables français de la planification lancent un appel « pour que la nation se dépasse elle-même ». Entendez: pour que les producteurs se dépassent eux-mêmes ! Ils prennent même la peine de le préciser : « Le VI^e Plan sera caractérisé par deux mots clefs : adaptabilité et incitation à l'effort. » Que les prolétaires le sachent : après 25 ans de travail acharné, de cadences de travail infernales pour reconstruire l'économie capitaliste française, il n'est pas question de ralentir les rythmes de travail, mais au contraire de consentir plus de sacrifices encore. Ainsi va le capitalisme ! Et comme cette façon de voir les choses risque de ne pas être au goût de tous, les mêmes dirigeants soulignent la nécessité de la participation, du « contrat moral que l'ensemble de la nation s'engage à respecter » ; il s'agit donc d'« acclimater et faire passer dans l'opinion un certain nombre d'idées novatrices ».

employaient un tiers de la main-d'œuvre et fournissaient la moitié des exportations de produits finis ; seule exception importante jusqu'il y a peu : la France, patrie traditionnelle de la petite entreprise.

Ces géants financent leurs investissements à 70-80 % par leurs profits ; ce qui les rend indépendants des pressions extérieures. Au début des années 1960, on pouvait constater que 9/10^e des entreprises représentant la moitié des investissements industriels des U. S. A. planifiaient leurs activités sur 4 ans ; mais deux adversaires irréductibles, purs produits du capitalisme, font obstacle à cette planification : la crise internationale... et le prolétariat. Les trusts ont bien tenté d'imposer des contrats de salaire à long terme, prévoyant des hausses régulières en contrepartie de la paix sociale ; ils ont implanté leurs usines dans les régions où la combativité des ouvriers était faible (régions rurales, sous-développées). En vain. Le grand capital a donc besoin de l'Etat, de ses Plans (voir l'appel du VI^e Plan), de ses politiciens semeurs d'illusions et de ses flics, comme dernier recours.

Mais il en a besoin aussi pour d'impérieuses nécessités économiques : dans un pays donné, l'importance et l'indépendance d'action des trusts nationaux font que leurs activités et leurs plans retentissent d'une firme sur l'autre ; leur influence sur le marché est en effet telle que toute décision venant de l'un d'eux (nouveaux investissements, nouveaux produits, variations de prix...) bouleverse la structure de ce marché et le rapport de forces qui existait entre eux ; aussi les trusts s'efforcent-ils de passer des accords de « non-agression » qui durent autant que l'intérêt de chacun l'exige ; les trusts sont donc très attachés au statu quo dans leur chasse gardée : d'où la nécessité de coordonner leurs propres plans dans un cadre général commun ; cadre durable, si possible, car leur cycle de production est souvent très long (4 ans pour lancer une nouvelle voiture, 10 ans pour construire une centrale nucléaire). Le président d'un trust anglais de la chimie définissait ainsi ce cadre :

« Il doit être le fruit d'une politique économique avisée, à long terme, dont l'industrie tout entière doit pouvoir être pratiquement assurée qu'il ne sera pas modifié par les ou les gouvernements successifs de ce pays. »

Les "mouches du coche"

(Suite de la 1^{re} page)

dans lesquelles on peut lire que « les entreprises indépendantes, sétonomes, sont les éléments fondamentaux d'une économie fondée sur le travail social et les lois du marché ». (Voilà bien ce qu'il en est de la « démocratie directe », du « pouvoir à la base » : des entreprises « socialistes » indépendantes de l'Etat... « socialiste », mais dépendantes à l'égard du marché et des vicissitudes de la concurrence !)

« L'opposition » du « Manifesto » à l'égard du P. C. italien — d'ailleurs toute de « dialogue » et de « dialectique » — n'est que l'expression d'un réformisme velléitaire se dressant contre un réformisme assis. En Italie comme en France, ce type de « dissidence » rassemble ceux qui veulent redonner à l'opportunisme la virginité qu'il a perdue, faire revivre ce qui est bien mort, restituer leur verdure aux feuilles sèches des « voies nouvelles » et du « parti de masse » ce sont les mouches du coche bourdonnant autour

Le capitalisme est devenu si gigantesque, ses investissements si colossaux, qu'il ne peut s'adapter à aucune autre politique que celle inspirée directement du grand capital ; et c'est ce qui rend si absurdes les promesses petites-bourgeoises des « communistes » réformistes qui veulent « domestiquer » le grand capital sans toucher au capital lui-même : promesses qu'ils s'empresseraient d'ailleurs bien vite d'oublier, s'ils parvenaient un jour à partager le pouvoir avec tous les autres sociaux-traités.

Lors de l'élaboration des plans nationaux, la lutte est sévère entre tous ceux qui voudraient voir favoriser leur secteur plutôt qu'un autre, si bien que le Plan n'est autre que la résultante des diverses pressions exercées par le grand capital ; ceci explique par exemple que c'est le petit nombre des trusts français qui a permis à leurs intérêts particuliers de se confondre avec l'ensemble des intérêts du capitalisme français, facilitant ainsi l'adoption de la planification — mais ce point n'explique pas ce qui fut à l'origine de la planification.

On peut dire que les premiers plans nationaux datent du fascisme pour l'Europe et de la crise des années 1930 pour les U.S.A. ; mais ils se sont répandus ailleurs après la deuxième guerre mondiale : l'Europe avait subi de gigantesques destructions alors que techniques industrielles et produits nouveaux affluaient des U.S.A. Il était aussi indispensable que peu rentable de moderniser les transports et l'énergie dont dépendait la « reconstruction » ; l'Etat se charge donc de la besogne à la place du capital privé, d'où les vagues de nationalisations : Autriche (charbon, acier, banques) ; Angleterre (charbon, gaz, électricité, chemins de fer, transports aérien) ; France, Italie (Société Nationale des Hydrocarbures, Institut pour la Reconstruction Industrielle). Parallèlement à ces nationalisations, la bourgeoisie promulgua une législation sociale dans le but d'endiguer les conflits sociaux ; le parlementaire anglais Quintin Hogg déclara aux Communes en 1943 : « Si vous ne donnez pas au peuple les réformes qu'il demande, il vous donnera une révolution sociale. Réfléchissez donc à la possibilité d'une série de grèves paralysant l'industrie au lendemain de la guerre et à l'effet que cette situation aurait sur notre rétablissement industriel. »

de la rosse efflanquée de l'opportunisme !

Les prolétaires les laisseront à leurs « modèles » de socialisme, à leur « stratégie originale », à leurs « nouveaux alignements politiques », à leur « révolution culturelle » qui ne s'accomplit que dans leur cerveau, à leurs « paramètres » et à leurs « espaces politiques ». De « l'espace politique », ils en trouveront toujours au parlement ou dans les antichambres ministérielles. C'est en vain que la presse « informée » couronne leur « front pensif » de l'aurole des martyrs politiques. Ce sont des ventres repus, fatigués de la vieille cuisine stalinienne — indigeste au point, reconnaissons-le, de venir à bout des estomacs les plus coriaces — et ils sont à la recherche de plats politiques plus raffinés. La « culture » n'en manque pas et ils sont sûrs de ne pas jeûner.

Mais la lutte des classes, le socialisme, la reconstruction du parti révolutionnaire, voilà qui n'a rien de commun avec eux !

(Rappelons au passage que Thorez, membre du gouvernement de Gaulle, s'employa à cette époque à éviter à la bourgeoisie française tout ennui de cette nature !)

Ces nationalisations aboutirent à des investissements considérables et demandaient un minimum de coordination ; aussi les Etats furent-ils amenés à tracer des plans qui devaient être liés étroitement (transports, énergie, finances...) aux propres plans des trusts. Tous les Etats européens, sur une échelle plus ou moins grande, furent conduits à adopter des plans nationaux dont les premiers furent essentiellement des plans de reconstruction : leurs objectifs étaient quantitatifs, c'est-à-dire qu'ils visaient à retrouver les volumes de production d'avant-guerre, puis à les accroître en raison des besoins internes. Cette étape fut très généralement atteinte durant les années 1960 en Europe ; dès lors, il s'agissait de s'attacher aux structures mêmes des économies nationales.

La concurrence que se font en effet chacun des pays capitalistes ébranle leur propre marché et menace de nombreuses entreprises nationales ; elle oblige chaque Etat à réagir de plus en plus vite aux pressions extérieures en planifiant et en centralisant de plus en plus (plans de « redressement », manipulations monétaires, contrôle des concentrations industrielles) ; ce qui prouve le plus clairement ce phénomène, c'est le moment auquel se sont ouvertement convertis à la planification les pays capitalistes : au début des années 1960, après le retour à la convertibilité des

monnaies occidentales (en Angleterre, le plan est apparu officiellement entre 1961 et 1965 ; en Hollande en 1963 ; en Allemagne de l'Ouest en 1963 ; aux U. S. A. en 1962 ; en Italie en 1967). De plus en plus instable, le marché international exige des adaptations et des réactions rapides ; les Etats tentent donc, sur leur marché intérieur, de réglementer la concurrence, de faciliter les fusions de trusts et de gêner les intrusions étrangères, bref de renforcer les bases nationales de leur bourgeoisie ; d'où l'accentuation du nationalisme qui rend illusoire toute planification économique internationale tendant à éliminer les pouvoirs politiques nationaux. Les ouvriers conscients pourront donc mesurer la naïveté — ou l'hypocrisie — de ceux qui, comme l'auteur cité, demandent une « coordination des politiques » européennes tout en insistant sur l'urgence préalable du renforcement des économies nationales !

Cette contradiction, inéluctable pour le marxisme, contient en germe sa propre solution, qui est la destruction de tous les mécanismes du système capitaliste et l'avènement de la société socialiste internationale dont nous avons maintes fois rappelé, face à la trahison des partis communistes officiels, les caractéristiques : « Comment » cer tout de suite (après la prise du pouvoir) la destruction du capitalisme, suppression de la monnaie, suppression du marché — aussi bien à la consommation qu'à la production ; suppression de la production inutile, réduire radicalement le temps de travail ; l'Etat prolétarien commence à diriger la production et la consommation d'après ses besoins et à supprimer la notion même de rentabilité ; il dirige l'ensemble de la production, il commence à abolir la division en secteurs et entreprises autonomes. » (Programme Communiste, n° 15).

Le capitalisme, en donnant à la concentration de la production une dimension sans précédent, en créant un appareil de production centralisé et planifié, en transformant la propriété privée en propriété sociale enlève toute justification à l'existence de la classe bourgeoise et prépare la victoire de son propre fossoyeur : le prolétariat.

Les communistes n'ont rien à cacher

(Suite de la 1^{re} page)

France, entre les armées coloniales de Washington et les armées impériales de Gage dans la patrie de la « déclaration des droits de l'homme et du citoyen », l'Amérique. La bourgeoisie naissante se moqua de la ridicule interprétation « médiévale » qui attribuait à Voltaire et Rousseau la responsabilité de tous les « malheurs » ; la bourgeoisie décadente ne peut s'expliquer le fait historique le plus banal, le plus petit épisode de colère et de révolte de la classe opprimée sans recourir à l'intervention instigatrice et provocatrice du dernier des disciples non plus de Voltaire, mais de Marx. Elle qui chante ses guerriers baignés de sang, ne peut pas même comprendre que pour les révolutionnaires marxistes il ne s'agit pas d'« inciter » à une « haine » et à une « violence » que la société bourgeoise sue par tous ses pores et dont nous sommes témoins chaque jour, mais de donner une issue positive pour toute l'humanité, en la disciplinant, à la colère des opprimés, ceux que ses poètes ont appelés (tant qu'ils servaient les bourgeois) la « sainte canaille ».

Est-ce le Parti, les marxistes révolutionnaires qui « déchainent » la révolution ? Non, pas plus qu'ils ne déchainent la lutte de classe. La révolution naît du concours de conditions objectives et subjectives, c'est-à-dire, dans le premier cas, de la situation économique et politique générale, du degré de maturité du capitalisme, du degré de stabilité de l'Etat bourgeois ; dans le second, de l'élargissement d'une sûre influence du Parti communiste révolutionnaire sur la masse prolétarienne, lui-même déterminé, quelle que soit notre volonté, par les conditions objectives favorables.

Depuis des années, nous répétons que cette conjonction de conditions favorables est tout autre que proche, non parce que cela nous plaît (il est clair que nous préférons le contraire), mais parce que nous savons dans quel profond désarroi quarante ans de contre-révolution stalinienne associés à soixante ans de réformisme ont plongé la classe prolétarienne. Cela nous interdit plus qu'à quiconque (en laissant même de côté nos raisons de principe de refuser, en dehors de conditions précises, le coup de main audacieux exécuté par un individu ou une petite minorité) d'exhorter les prolétaires à... empoigner le fusil en toutes circonstances, et nous impose au contraire la dure tâche de reconstruire le parti de classe, sa doctrine, son armement stratégique et tactique, son réseau d'organisation. Ce parti sera appelé non pas à « faire » la révolution, mais à la guider.

Nous serons les derniers à contester à la classe dominante le « droit historique » de proclamer, si elle en a la force, qu'elle adhère à la doctrine marxiste et militer pour elle est une infamie et un délit, et donc de condamner à l'autodafé public l'immense littérature circulant parmi des millions de prolétaires dans laquelle cet ABC est répété à chaque ligne, de mettre hors la loi les partis qui s'en réclament. Mais qu'elle ait alors la franchise, comme nous, de ne rien cacher : qu'elle jette le masque et nous mette au ban de la société. Si elle ne le fait pas, comme c'a été le cas jusqu'ici, qu'elle abandonne la prétention de nous laisser vivre tout en nous empêchant d'être ce que nous sommes, de répéter ce que nous disons ouvertement depuis 120 ans, de nous comporter comme nous ne pouvons que le faire. En aucun cas, du reste, l'histoire ne cessera de poursuivre sa route inexorable.